



Beschluss

Décision

Decisione

1113

3. Juni 1991

EWR-Verhandlungen: Stand und Perspektiven

Aufgrund der Information des EVD vom 27. Mai 1991

Aufgrund der Beratung wird

beschlossen:

Von der Information wird Kenntnis genommen.

Für getreuen Auszug,
 der Protokollführer:

Protokollauszug an:				
<input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	1	-
	X	EDI	1	-
	X	EJPD	1	-
	X	EMD	1	-
	X	EFD	1	-
X		EVD	5	-
	X	EVED	1	-
	X	BK	3	-
		EFK		
		Fin.Del.		



2520.1

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA
 DEPARTAMENT FEDERAL DA L'ECONOMIA PUBBLICA

Bern, den 27. Mai 1991

Note d'information

VERTRAULICH

An den Bundesrat

EWR-Verhandlungen: Stand und Perspektiven

1. Réunion ministérielle de l'AELE et réunion des Chefs de gouvernement des pays de l'AELE, Vienne, 22-24 mai 1991

Les pays de l'AELE ont tenu plusieurs réunions à Vienne respectivement au niveau des Ministres, des Chefs de Gouvernement et avec le Premier Ministre du Luxembourg, Président en exercice du Conseil des CE, M. J. Santer, et le Vice-Président de la Commission des CE, M. H. Christophersen. Le Liechtenstein a été admis comme nouveau membre à part entière de l'AELE. Ces réunions ont concentré leurs travaux sur une évaluation de l'état des négociations avec la CE.

Dans le cadre de l'évaluation des résultats de la Déclaration ministérielle conjointe du 13 mai dernier, on a pu relever une différence majeure entre *la Suisse* et ses partenaires en ce qui concerne le volet institutionnel du futur Traité. Pour *la Suède*, la percée politique a été réalisée, le point de non retour est atteint et le compromis est satisfaisant; pour *l'Autriche*, le paquet institutionnel est acceptable; pour *la Norvège*, les problèmes institutionnels ont trouvé des solutions satisfaisantes; pour *la Finlande*, le Traité paraît remplir les conditions de base fixées au début des négociations; pour *l'Islande*, seul le poisson revêt une importance; *le Liechtenstein* se satisfait des solutions dégagées par l'ensemble des pays de l'AELE; pour *la Suisse*, les éléments du domaine institutionnel ne correspondent que partiellement aux exigences des articles 2 bis et 4 de la Déclaration conjointe du 13 mai qui prévoient que l'accord final est subordonné à une solution acceptable pour les deux parties à toutes les questions faisant l'objet des négociations ainsi qu'à un équilibre général des avantages des droits et des obligations.

Les débats ont clairement montrés que les points traités dans la Déclaration du 13 mai ne peuvent désormais virtuellement **plus être remis en question**. La portée des réserves suisses se limite à l'évaluation globale que *la Suisse* fera du Traité; ceci implique que sur le plan institutionnel le Traité laissera **beaucoup à désirer** pour la Suisse. *La plupart des pays* ont reconnu que la Déclaration du 13 mai réglait des problèmes importants et que seule une **grande volonté politique** avait permis de réaliser ce résultat; du côté de la CE, il s'agit de la reconnaissance d'une Cour EEE indépendante et d'une certaine ouverture en matière de comitologie.

Le Premier Ministre suédois, M. I. Carlsson, a indiqué qu'il effectuera une Déclaration au Parlement suédois le 14 juin 1991 au cours de laquelle il présentera les **arguments** pour une **adhésion à la CE**, le Traité sur l'EEE demeurant indispensable afin d'assurer l'accès au marché intérieur de la CE le 1.1.93.

La réunion avec *MM. Santer et Christophersen (CR)* a montré que le problème qui subsiste pour la **pêche** est **colossal** car les positions sont **diamétralement** opposées et ne peuvent pas être réconciliées par des demi-mesures; le **Fonds**, le **transit** où il serait illusoire selon *CR* d'imaginer un Traité couvrant les transports sans le transit et la **durée des périodes transitoires** pour la Suisse en ce qui concerne la libre circulation des personnes et les investissements dans l'immobilier exigeront également une **flexibilité politique** que l'on ne voit pas encore apparaître ni d'un côté, ni de l'autre. L'aspect le plus **préoccupant** est que *les représentants de la CE* ont indiqué que des **sacrifices** devraient être consentis dans un **esprit de solidarité**. Même s'il n'est pas à exclure que la CE fasse encore quelques concessions, cet appel s'adresse surtout aux pays de l'AELE.

D'une manière générale, *la Suisse* est respectée pour son comportement le 13 mai dernier dans le sens qu'elle n'a **pas refusé** la Déclaration, de par-là ne bloquant pas les négociations en **ne remettant pas en question** des positions fondamentales de la CE sur les institutions difficilement réconciliables avec les vues suisses. On a aussi senti une volonté évidente d'**éviter** une **rupture** avec la Suisse avec des propositions de la *Présidence autrichienne* en marge des réunions pour essayer d'améliorer le résultat actuel des négociations sur quelques points très importants pour nous. Cette volonté est associée à la **Crainte** qu'un refus de la Suisse de participer à l'EEE crée des problèmes tant au sein des Etats membres de la CE que chez nos partenaires dans le cadre de la **présentation interne** du futur Traité.

En conclusion, les réunions de Vienne se sont déroulées dans une **atmosphère** feutrée empreinte d'**anxiété**, nos partenaires ne sachant pas ce que la Suisse décidera, et la marge de manoeuvre des pays de l'AELE étant quasiment nulle

pour la pêche face aux exigences de la CE, ce qui remet en question tout le dossier de la cohésion avec le Fonds et les concessions agricoles. En revanche, un incontestable effet d'entraînement a pu être observé.

Ceci étant dit, nous tenons à vous rappeler les acquis principaux que nous avons atteints dans cette négociation:

- la sauvegarde des droits parlementaires et référendaires de ratification en Suisse en ce qui concerne une partie des futures décisions de l'EEE (notamment les décisions de type directives);
- un droit de veto reconnu pour chaque pays de l'AELE suivi d'une négociation au Comité mixte en vue de trouver une solution mutuellement acceptable ("pragmatisme constructif");
- un droit d'évocation individuel à tous les niveaux et à tout moment;
- une Cour de justice indépendante;
- un Conseil à 19;
- une clause de sauvegarde générale avec des interprétations spécifiques;
- l'abandon de l'Union douanière;
- une solution pragmatique de la comitologie (voir chiffre 3, page 7);
- probablement une approche bilatérale pour les questions commerciales de l'agriculture;
- et enfin et surtout: l'accès non-discriminatoire pour les personnes, biens, services et capitaux ainsi que des modalités acceptables pour la coopération dans les politiques d'accompagnement (p.ex. recherche et développement), les domaines essentiels qui constituent le marché intérieur.

Nous ajoutons que ceci est en grande partie dû à la ténacité de la Délégation suisse.

2. Folge der Ereignisse

Die Verhandlungen werden über die nächsten Wochen auf Minister- und Beamtenebene fortgesetzt. Wichtige Daten:

27.-29.5. High Level Negotiating Group (HLNG)

11.6. HLNG

15.6. HLNG

18.6. EG/EFTA-Ministerkonferenz

19.-20.6. HLNG

24.-25.6. Treffen der Minister der EFTA-Länder mit Vertretern der EG-Kommission

Die Absicht ist es, die letzten offenen Verhandlungsfragen am 18.6. auf Ministerebene zu regeln, damit der Vertrag am 24./25.6. in Salzburg paraphiert werden kann. Die Paraphierung bedeutet bekanntlich noch keine Zustimmung zum Vortag, sondern bedeutet das Ende der Verhandlungen. Die Paraphierung dürfte dennoch im öffentlichen Verständnis, vor allem wenn sie auf Ministerstufe vor sich geht, wie eine Unterzeichnung interpretiert werden. Tatsache ist aber, dass zwischen der Paraphierung und der Unterzeichnung mehrere Monate verstreichen dürften. Die EG will erst unterzeichnen, wenn der Europäische Gerichtshof und das Europäische Parlament konsultiert werden sind.

Dieser Zeitplan bedeutet, dass sich der Bundesrat spätestens an seiner Sitzung vom 10. Juni mit der Anpassung des bestehenden Verhandlungsmandates zu befassen hat und überdies vor der Ministerkonferenz vom 24. und 25. Juni eine ausführliche Diskussion über die Opportunität einer Paraphierung des EWR-Vertrages vorzusehen ist. Dies müsste spätestens an der ordentlichen Sitzung vom 17. Juni oder einer Klausurtagung, die am besten zwischen dem 18. und 24.6. angesetzt würde, geschehen.

3. Lagebeurteilung

Wird die Frage des EG-Beitrittes als Option ausgeklammert, bieten sich zwei Möglichkeiten an:

- a. Die Schweiz paraphiert und unterzeichnet nicht, weil sie den EWRV nicht akzeptabel findet und für "unverkäuflich" ansieht.
- b. Der EWRV wird paraphiert und unterzeichnet, weil er trotz seiner Unzulänglichkeiten insgesamt als Schritt in die richtige Richtung betrachtet werden kann.

Zu a) Welches sind, aufgrund unserer heutigen Kenntnisse, die voraussichtlichen externen und internen Auswirkungen des EWR-Ausstieges?

Die Konsequenz der schweizerischen Haltung würde uns im Innern wie Aussen Respekt verschaffen.

Sehr schnell dürften die Gründe für das schweizerische Abseitsstehen im Innern aber hinterfragt werden, insbesondere in Anbetracht der Unterzeichnung des Vertrages durch die anderen EFTA-Länder. Es könnte sich dabei erweisen, dass das Verständnis für die politisch-institutionellen Argumente, welche die Schweiz zum Verzicht bewogen, beschränkt ist. Zwar ist es unbestritten, dass der Schweiz im EFTA-Pfeiler ein faktischer Souveränitätsverzicht zugemutet wird und die Gleichheit der Vertragsparteien in einem EWR, wie er konstruiert sein wird, nicht gewährleistet ist, aber diese Feststellungen könnten u.U. weniger stark wiegen als das teilweise Ausgeschlossen sein vom Integrationsprozess.

Die Folgen der Nichtunterzeichnung im Aussenverhältnis wären umso negativer, als die anderen EFTA-Länder den Vertrag positiv beurteilen und die EG selbst den Eindruck hat, den EFTA-Ländern ein faires Angebot zu machen. Die in den anderen EFTA-Ländern vorliegenden positiveren Beurteilungen sind darauf zurückzuführen, dass für diese die volle Teilnahme am Binnenmarkt, der am 1.1.1993 in Kraft tritt, stets das Hauptziel war, dem andere Ueberlegungen strikte untergeordnet wurden.

Die notwendigerweise vor allem politische Begründung für das schweizerische Abseitsstehen würde heute weniger als noch vor wenigen Jahren verstanden, weil in diesem Europa des Zusammenrückens mit einer gewissen Selbstverständlichkeit von erhöhter Anpassungsbereitschaft und weniger kantigem Souveränitätsverständnis ausgegangen wird. Das an sich richtige Argument, wir sollten uns im Gegenzug zu einer Souveränitätseinschränkung wenigstens am richtigen Ort, d.h. in der EG, die Mitentscheidung sichern, würde uns auf EG-Seite wenig helfen, steht es der Schweiz ja frei, ein Beitritts-gesuch zu stellen.

Verminderte Zusammenarbeitsbereitschaft der EG und der EFTA-Länder, mindestens während einer gewissen Zeit, wären die voraussetzbaren Folgen des

Ausstiegs. Diese Folgen könnten durch einseitige Liberalisierungs- und Solidaritätsakte gemildert werden, doch könnte das Verständnis in der Schweiz für ein solches, die Gegenseitigkeit nicht garantierendes Vorgehen sehr beschränkt sein. Nicht zu erwarten ist, dass die EG der Schweiz in einem bilateralen Verhältnis mehr zugestehen würde als den anderen EFTA-Ländern im EWR.

Zu b): Paraphierung und Unterzeichnung des EWR-Vertrages

Verschiedene Verhandlungsfragen sind heute zwar noch offen, die das Gesamturteil im einen oder anderen Punkte noch beeinflussen könnten. Insbesondere ist heute noch nicht klar, welche Landwirtschaftskonzessionen die Schweiz schliesslich gewähren und welches ihr Beitrag an den Kohäsionsfond sein wird. In allen wesentlichen Zügen stehen Inhalt und institutioneller Rahmen des EWRV heute aber fest und ein Entscheid über Annahme oder Ausstieg könnte aufgrund dieser Elemente getroffen werden.

Das Kapitel I des Antrages vom 2. April 1991 - der aus heutiger Sicht mögliche EWRV (siehe Beilage) - behält seine Gültigkeit und wäre durch folgende Elemente zu ergänzen:

1. Die Folgen des Nichtzustandekommens eines EWR-Entscheidunges müssen in den letzten Einzelheiten noch geklärt werden; der autonome Ausstieg eines einzelnen EFTA-Landes ("individual opting-out") wird aber von der EG wie den anderen EFTA-Ländern entschieden abgelehnt. Der vereinbarte individuelle Ausstieg, der freilich der Zustimmung aller Vertragsparteien bedürfen wird, ist damit nicht ausgeschlossen. Wir haben jedoch ein individuelles Veto-Recht, das unbestritten ist und ein Verfahren im Gemischten Ausschuss auslöst, um eine allseits annehmbare Lösung zu finden. Ist letzteres nicht möglich, kommt die Schutzklausel oder ein kollektives opting-out zum Zug. Die Schutzklausel beinhaltet aber die vorherige Uebernahme der umstrittenen EWR-Regel. In beiden Fällen kann die EG Ausgleichsmassnahmen treffen.
2. In Sachen Gerichtshof könnte am 13. Mai ein Teilerfolg erzielt werden, indem ein unabhängiger EWR-Gerichtshof, integriert in den EG-Gerichtshof, eingerichtet werden soll.

Der Kompromiss kam freilich nur zustande, indem die Befugnisse dieses Gerichtshofes in EWR-Belangen eingeschränkt wurden. Es wird insbesondere kein Vorabentscheidungsverfahren auf EWR-Ebene geben, womit die EWR-Homogenität im Bereich der Rechtsprechung nicht gesichert ist. Mit diesem Mangel können wir leben.

3. Die Vereinbarung über die Komitologie vom 13. Mai bedeutet, dass die EG-Kommission Experten aus EFTA-Ländern bezieht, wenn sie Vorschläge für Ausschüsse vorbereitet, welche sie im Bereich der an die Kommission delegierten Befugnisse unterstützen. In die Ausschüsse selbst dürften Vertreter der EFTA-Länder nicht einsitzen, doch könnte die Kommission bereits sein, die Expertenphase so zu verlängern, dass das Problem gemildert wird. Eine günstigere Regelung steht bei den flankierenden Politiken und Ausschüssen, die nicht im Bereich der delegierten Kompetenzen tätig sind, in Aussicht.
4. Die EG wie die anderen EFTA-Länder haben sich geweigert, in die Erklärung vom 13. Mai den Grundatz aufzunehmen, wonach jedes einzelne EFTA-Land das Recht haben soll, im EWR-Konsultationsverfahren wenn nötig selbst seine Interessen geltend zu machen.
5. Dass der EWR nach dem 2-Pfeiler-System aufgebaut sein wird, steht nach den Entwicklungen der letzten Wochen mit Sicherheit fest. Dies gilt für die Ueberwachung, konkretisiert sich aber auch in der Weigerung der EG, unterstützt von den anderen EFTA-Ländern, das individuelle opting-out zuzulassen. Das 2-Pfeiler-Prinzip bedeutet politisch, dass die einzelnen EFTA-Länder zwar Vertragsparteien sind, von ihnen innerhalb der EFTA aber eine ähnliche Disziplin wie von den EG-Mitgliedstaaten innerhalb der EG erwartet wird.

Die materiellen Vertragsziele werden erreicht, allerdings ohne die (von der EG-Kommission ursprünglichen akzeptierten) ständigen Ausnahmen und mit bedeutend weniger und kürzeren Uebergangsfristen als angestrebt. Die institutionellen und rechtlichen Vertragsziele, insbesondere eine in wichtigen Punkten konkretisierte Gleichheit der Vertragsparteien, lassen sich dagegen nicht erreichen, da die EG die EFTA-Staaten nicht besser stellen kann als die EG-Staaten. Ein gewisser Souveränitätsverlust innerhalb des EFTA-Pfeilers ist ein Preis, den die EG für den EWRV fordert und den alle anderen EFTA-Länder zu entrichten bereit sind.

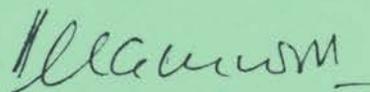
Von einer Schwarz-Weiss-Betrachtung ist allerdings Abstand zu nehmen, denn die Feststellung, dass die ursprüngliche Ziele nicht erreicht wurden, bedeutet nicht, dass nichts erreicht wurde. In diesem Zusammenhang ist auf den Anhang und die Ausführungen in diesem Kapitel zu verweisen. Die institutionellen Schwächen, der institutionalisierte Nachvollzugsdruck an EG-Entscheide und die Nachteile des 2-Säulen-Prinzips sind also wenigstens zu relativieren und in ein Verhältnis zu den materiellen Vorteilen des EWRV zu setzen.

Der EWRV, und darin sehen alle anderen EFTA-Länder das ausschlaggebene Motiv für ihre Befürwortung des Projektes, erlaubt die volle Teilnahme an der Binnenmarktdynamik und kann als eine provisorische Beziehungsgrundlage aufgefasst werden, welche den Schritt zu einem späteren EG-Beitritt erleichtert. Die Gefahr, dass die EG-Beitrittswillige in diesem (ihre weitere Entwicklung in keiner Weise störenden) Beziehungsverhältnis warten lässt, kann zwar nicht völlig verneint werden, ist aber nicht als übergross einzuschätzen. Sonst liesse sich kaum erklären, weshalb Oesterreich, dem das EWR-Konzept eigentlich missfällt, und Schweden zum Vertragsabschluss bereit sind. Beide Länder, gerade weil sie als gleich- und vollwertige Partner am Integrationsprozess teilhaben wollen, streben den raschen EG-Beitritt an. Schliesslich stellt sich die Frage ernstlich, ob die EG nicht unausgesprochen den EWR als obligatorische Durchlaufphase zum Beitritt ansieht. Und damit den EFTA-Staaten ein "Ticket" in die Hand gibt, dessen Fehlen sie den Nicht-EWR-Staaten (Ungarn) entgehaltem kann. Diesfalls sollten wir unbedingt vermeiden, uns durch eine Nicht-Teilnahme aus EWR in einen Warteraum zu versetzen, den wir nur mit Ungarn verlassen können. Sicher ist dies nicht, Anzeichen in dieser Richtung sind aber vorhanden.

Der EWRV vermag zwar den Ansprüchen einer voll- und gleichwertigen Partnerschaft im Integrationsprozess nicht zu genügen, sichert andererseits aber den Anschluss an einen wichtigen Teil der europäischen Integrationsdynamik. Diese Unausgewogenheit erscheint heute als der unvermeidliche Preis, der für ein Land zu entrichten ist, das an dieser Dynamik teilhaben will, ohne die zusätzlichen Verpflichtungen einzugehen, welche eine EG-Mitgliedschaft mit sich bringt. Es ist die Schweiz, die sich der EG annähert, und nicht umgekehrt. Dies impliziert unvermeidliche Ungleichgewichte.

Vu sous cet angle, le bilan des négociations commence à notre avis à être suffisamment positif pour que nous puissions tenter cette expérience pour une durée limitée qui, en tout état de cause, va dans la bonne direction. L'EEE constitue l'optimale préparation à l'adhésion, si cette dernière devait être considérée comme souhaitable. Et après tout, dans quatre ans, l'Europe sera modifiée: deux peut-être quatre pays de l'AELE auront passé à la Communauté de sorte que l'accord sur l'EEE sera quasi bilatéral, ce qui atténuerait les inconvénients du pilier AELE. De plus, le droit du Marché intérieur est pratiquement sous toit. En plus, l'accord est résiliable.

EIDGENÖSSISCHES VOLKS-
WIRTSCHAFTSDEPARTEMENT



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FÜR
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN

EIDGENÖSSISCHES VOLKS-
WIRTSCHAFTSDEPARTEMENT

Bern, den 2. April 1991

VERTRAULICH

An den Bundesrat

Richlinien für die EWR-Verhandlungen im institutionellen Bereich

I. Einleitung

Der aus heutiger Sicht mögliche EWR-Vertrag (EWRV)

Der Vertrag wird die weitgehende Verwirklichung der vier "Freiheiten" zwischen EG und EFTA-Ländern erlauben. Die EG wird keine zeitlich unbefristeten Ausnahmen von der Uebernahme des EG-Rechtes zulassen und drängt generell auf sehr viel kürzere Uebergangsfristen bis zur vollen Anwendung des EG-Rechtes, als sie heute von der Schweiz in mehreren Bereichen (Gesellschaftsrecht, Verkehrsrecht, Sozialrecht) ins Auge gefasst werden. Von Ausnahmen abgesehen verlangt die EG eine Beschränkung der Uebergangsfristen auf zwei Jahre (sogenannte technische Anpassungen).

Der EWRV wird eine Rechtsgrundlage für die verstärkte Zusammenarbeit der EG mit den EFTA-Ländern im Bereich der flankierenden Politiken enthalten. Die Frage der Gleichberechtigung wird sich an den Beteiligungsmodalitäten an Programmen und in Ausschüssen, die bei der Durchführung und Weiterentwicklung der Programme eine wichtige Rolle spielen, entscheiden.

Obwohl im institutionell-rechtlichen Bereich noch zahlreiche Fragen offen oder ungenügend geklärt sind, dürften die folgenden Feststellungen auch am Schluss der Verhandlungen noch Gültigkeit haben:

Experten aller Vertragsparteien, also auch der EFTA-Länder, können bei der Vorbereitung von EG-Vorschlägen über neue EWR-relevante Rechtsakte mitwirken. Die EG ist zudem bereit, die EFTA-Länder während des EG-internen Entscheidungsverfahrens in EWR-relevanten Belangen ausführlich zu konsultieren. Diese haben auch das Recht, eine Angelegenheit jederzeit und auf jeder Stufe im EWR-Rat und dem EWR-Ausschuss zur Sprache zu bringen.

Die EG anerkennt dagegen die Existenz eines eigenständigen EWR-Beschlussfassungsprozesses nicht an, was auch in der Erklärung vom 19. Dezember 1990 zum Ausdruck kommt. Für sie gibt es nicht einen EG- und einen EWR-Beschlussfassungsprozess, sondern nur den EG-Beschlussfassungsprozess, der EWR-relevant sein kann oder nicht. EWR-Recht ist für die EG ausgedehntes EG-Recht.

Die EG, das ist der Kern ihres Beharrens auf der uneingeschränkten Beschlussfassungsautonomie der Vertragsparteien, behält sich mit anderen Worten vor, ihre Beschlüsse, EWR-relevant oder nicht, dann zu fassen, wenn die EG-internen Voraussetzungen dafür bestehen. Dies ist auch der Grund, weshalb die EG auf die Feststellung besteht, dass der EG-Beschlussfassungsprozess, EWR-relevant oder nicht, durch die Konsultationen mit den EFTA-Ländern nicht verzögert werden darf.

Die EFTA-Länder sind ihrerseits allerdings nicht verpflichtet, einen ihnen nicht genehmen EWR-relevanten EG-Beschluss zum EWR-Beschluss zu "erheben". Beschlüsse auf EWR-Ebene erfordern Konsensus, d.h. die Zustimmung aller EFTA-Länder. Der Anpassungsdruck auf EFTA-Länder dürfte allerdings sehr gross sein, trifft diese der Verlust der Homogenität doch stärker als die EG. Sollte es zudem nicht möglich sein, EWR-Entscheide nach Ausstieg eines einzelnen EFTA-Landes zu treffen, wird der EFTA-interne Anpassungsdruck auf den Ausstiegswilligen enorm und in der Praxis unwiderstehlich sein.

Zur grundsätzlichen Organisation des EWR ist schliesslich festzuhalten, dass die EG unbeirrt am "2-Pfeiler-Konstruktionsprinzip" (eine etwas gewagte Metapher in Anbetracht der Grössen- und Stärkeverhältnisse) festhält, das aus ihrer Sicht zwei eminente Vorteile hat

- die Autonomie der EG-Organe bleibt erhalten
- die EFTA-Länder unterziehen sich weitgehend der gleichen Disziplin, wie sie EG-intern für die Mitgliedstaaten gilt

Unsere EFTA-Partner sind schon heute bereit, das 2-Pfeiler-System zu akzeptieren.

Dieses System hätte drei hauptsächliche Folgen:

- in der EFTA müssen parallele Organe zur EG mit gleichen Funktionen, wie sie die EG-Kommission, evtl. auch der Gerichtshof und andere Organe (Stichwort Komitologie) im EG-System ausüben, geschaffen werden. Heute bezieht sich diese Feststellung in erster Linie auf die Ueberwachung, andere Bereiche könnten aber ebenfalls erfasst werden.
- der Spielraum für einen einzelnen EFTA-Staat, seine Interessen und Standpunkte selbst geltend zu machen, wird, wo nicht rechtlich, so doch in der Praxis stark eingeschränkt werden. Dies dürfte sich im Konsultationsverfahren über neue EWR-relevante EG-Gesetzgebungspläne, in der Zusammenarbeit auf Ausschussebene, aber auch bei Konsultationsverfahren über Schutzklauseln (spezifische Schutzklauseln wahrscheinlich ausgenommen) deutlich zeigen. Die EG-Kommission geht grundsätzlich davon aus, dass die EFTA-Länder, mit der Ausnahme politischer Grundsatzdiskussionen im EWR-Rat, mit einer Stimme sprechen.
- A côté de ses implications institutionnelles et politiques, la constitution d'un pilier AELE aura aussi des conséquences administratives et budgétaires, puisqu'il s'agira de créer des organes AELE en parallèle à des organes communautaires. La coordination intra-AELE va exiger un accroissement des effectifs du Secrétariat de l'AELE avec tout ce que cela implique (nouveaux locaux, salaires, traduction...). D'après une estimation encore très préliminaire du Secrétariat de l'AELE, il faudrait sans doute compter avec la création de 800 postes de travail supplémentaires au Secrétariat AELE, le coût global d'un poste de travail s'élevant à environ 200'000.-- francs par an (ce qui va faire 160 millions par an, qu'il faut comparer au budget actuel de l'AELE qui est de 30 millions de francs).

Das bestehende Verhandlungsmandat ging davon aus, dass der EWR nicht zu einer namhaften Umbildung der EFTA in Richtung auf EG-ähnliche Strukturen und Organisationsformen führen dürfe. Auf dieser Grundlage dürfte nach heutigem Ermessen ein Vertragsabschluss nicht zustande kommen. Die EG wird von den EFTA-Ländern fordern, dass verschiedene

Parallelorgane aufgebaut werden (Ueberwachungsorgan, Wettbewerbsbehörde, etc.) und sich diese in der Zusammenarbeit einer ähnlichen Disziplin unterwerfen wie dies für die EG-Mitgliedstaaten in der EG zutrifft. Sie dürfte insbesondere auch darauf drängen, dass die EFTA-Länder ausser im EWR-Rat möglichst mit einer Stimme sprechen, was der EG die Zusammenarbeit erleichtert und EFTA-interne Disziplinierungseffekte zeitigt.